

3. Chacune des Parties accorde à l'autre Partie et aux personnes de l'autre Partie un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à n'importe quel pays tiers ou aux personnes de n'importe quel pays tiers en tout ce qui concerne l'allocation de devises étrangères pour des transactions comportant l'importation et l'exportation de produits et dans l'application des règlements du change à ces transactions.
4. Les dispositions du présent Accord relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne s'appliquent pas aux avantages qui sont ou pourront être accordés par l'une ou l'autre des Parties comme suite:
  - a) à l'adhésion à une union douanière ou à une zone de libre-échange à laquelle l'une ou l'autre des Parties est ou peut devenir partie;
  - b) aux préférences ou avantages accordés à d'autres pays et autorisés en vertu de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* de 1994 (GATT 1994) ou d'autres accords internationaux compatibles avec l'Accord OMC;
  - c) aux avantages que le Canada accorde aux pays et à leurs territoires dépendants d'outre-mer qui ont droit aux avantages du Tarif de préférence britannique (TPB); ou
  - d) aux avantages que la République d'Arménie accorde ou pourra accorder à d'autres pays qui sont membres de la Communauté des États indépendants, ou qui faisaient partie du territoire douanier de l'ancienne Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS);
  - e) aux avantages accordés à des pays tiers sous réserve de réciprocité, en conformité avec l'Accord OMC et les arrangements subséquents conclus en vertu de l'Accord OMC.

#### ARTICLE IV

##### FACILITATION DU TRANSIT

1. En conformité avec les lois et règlements applicables, chacune des Parties facilite la liberté de transit, à travers son territoire, de produits de l'autre Partie empruntant les voies établies les plus commodes pour le transit international. Les produits en transit à travers le territoire d'une Partie qui ne sont pas dédouanés ni introduits sur le marché de cette Partie ne sont pas soumis à des délais ou à des restrictions inutiles et seront exonérés de tous droits, de toutes taxes et de toute autre imposition, à l'exception des frais de transport, des dépenses administratives ou des services rendus relativement au transit.
2. En ce qui concerne tous les droits, règlements et formalités applicables aux produits en transit, chacune des Parties accorde aux produits de l'autre Partie passés en transit par son territoire un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux produits de tout pays tiers en transit sur son territoire.
3. Chacune des Parties accorde aux produits qui sont passés en transit par le territoire de tout pays tiers et qui n'ont pas été dédouanés ni introduits sur le marché dudit pays tiers, un traitement non moins favorable que celui qui leur aurait été accordé s'ils avaient été transportés de leur lieu d'origine à leur lieu de destination sans passer par ce territoire.